



Rapport financier au 30 juin 2014

Conseil d'administration du 29 juillet 2014

Solocal Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 232 345 434 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Rapport d'activité au 30 juin 2014	2
1.1. Présentation générale	2
1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2014	3
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet	5
1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés	6
1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités	7
1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé	8
1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions	8
1.2.4.2. Dotations aux amortissements.....	8
1.2.4.3. Autres produits et charges d'exploitation.....	8
1.2.4.4. Résultat d'exploitation.....	8
1.2.5. Analyse du résultat de la période	9
1.2.5.1. Résultat financier.....	9
1.2.5.2. Impôt sur les sociétés	10
1.2.5.3. Résultat de la période	10
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	11
1.4. Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2014	14
2. Comptes consolidés condensés	15
2.1 - Etat du résultat consolidé	15
2.2 - Etat du résultat global	16
2.3 - Etat de situation financière	17
2.4 - Etat de variation des capitaux propres	18
2.5 - Etat des flux de trésorerie	19
2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés	20
Note 1 - Description de l'activité.....	20
Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés.....	20
Note 3 - Information sectorielle.....	22
Note 4 - Résultat financier	24
Note 5 - Impôt sur les sociétés	25
5.1 - Preuve d'impôt groupe	25
5.2 - Impôt au bilan	26
Note 6 - Instruments financiers dérivés.....	26
Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	28
Note 8 - Capitaux propres	31
Note 9 – Evolution du périmètre de consolidation	31
Note 10 - Information sur les parties liées	32
Note 11 – Engagements hors bilan	32
Note 12 – Litiges – évolutions significatives du semestre	32
Note 13 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2014.....	32
3. Déclaration de la personne responsable	33
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014	34

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2014

1.1. Présentation générale

Solocal Group propose des contenus digitaux, des solutions publicitaires et des services transactionnels qui favorisent la mise en relation locale entre les professionnels et les consommateurs. Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des medias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, savoir monnayer cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité de nos services, construite année après année, est le socle de la puissance de nos audiences.

Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 5 verticales « marchés » (Commerce, B2B, Habitat, Services, Santé et Public) qui doivent lui permettre d'améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments produit:

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (QDQ Media). Au travers de Yelster Digital, spécialisé dans les activités de metasearch (dont 123people jusqu'en mars 2014, e-reputation et 123pages), le groupe commercialise également ses produits et services dans de nombreux autres pays.

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne de Mappy, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal, et la promotion digitale.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people (jusqu'en mars 2014), la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, la commande en ligne de plats cuisinés sur Chronorest.fr auprès des restaurants de proximité référencés (en 2013) et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrés dans ce segment.

- Annuaire imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

- Autres activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de Solocal Group : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS (anciennement PagesJaunes Marketing Services) : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2014

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	470,8	500,3	-5,9%
Charges externes nettes	(106,5)	(102,9)	-3,5%
Salaires et charges sociales	(182,0)	(182,0)	0,0%
Marge brute opérationnelle	182,2	215,5	-15,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>38,7%</i>	<i>43,1%</i>	
Participation des salariés	(6,0)	(7,0)	14,3%
Rémunération en actions	(6,0)	(1,3)	-361,5%
Dotations aux amortissements	(23,2)	(20,0)	-16,0%
Autres produits et charges d'exploitation	(14,1)	(2,2)	na
Résultat d'exploitation	133,0	184,9	-28,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>28,2%</i>	<i>37,0%</i>	
Produits financiers	0,6	2,2	-72,7%
Charges financières	(58,4)	(69,0)	15,4%
Résultat financier	(57,8)	(66,8)	13,5%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,2)	(0,1)	-100,0%
Résultat avant impôt	75,0	118,0	-36,4%
Impôt sur les sociétés	(34,1)	(47,4)	28,1%
Résultat de la période	40,9	70,6	-42,1%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de Solocal Group	40,9	70,6	-42,1%
- intérêts minoritaires	(0,0)	(0,0)	

Le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe s'élève à 988,6 millions au 30 juin 2014, en hausse de 8,3% par rapport au 30 juin 2013, à périmètre comparable avec un nombre de visites sur Internet mobile en hausse de 37%. Le mobile représente 32% de l'audience Internet du Groupe. L'audience utile vers les professionnels de PagesJaunes.fr est en forte hausse de 20,7%, avec 539,3 millions de visites au 30 juin 2014.

Dans un contexte économique qui reste morose, le chiffre d'affaires consolidé de Solocal Group s'élève à 470,8 millions d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 5,9% par rapport au 30 juin 2013 en données publiées. Le chiffre d'affaires internet représente 67% du chiffre d'affaires du Groupe au 30 juin 2014 contre 63% au 30 juin 2013. Le chiffre d'affaires des annuaires imprimés est en baisse de 15,6% par rapport au 30 juin 2013. Les revenus Internet sont en baisse de 0,2% au 30 juin 2014 - mais en hausse de 0,4% sur le trimestre - dans un contexte de profonde transformation commerciale et de mise en place de nouveaux contrats vendeurs, ayant entraîné le départ de près de 300 commerciaux soit environ 20% des effectifs concernés. A fin juin 2014, le déploiement de la nouvelle organisation commerciale par verticale est en cours de finalisation.

La marge brute opérationnelle normalisée du Groupe s'élève à 186,8 millions d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 13,3% par rapport au 30 juin 2013 (sur la notion de MBO normalisée, cf. infra, « Changement des contrats de travail de la force de vente »). La marge brute opérationnelle publiée du Groupe s'élève à 182,2 millions d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 15,5% par rapport au 30 juin 2013. La réduction de 25% des coûts de fabrication des annuaires imprimés et la maîtrise des frais de personnel ont partiellement compensé les investissements pour soutenir la transformation digitale et la baisse du chiffre d'affaires qui ont pesé sur la rentabilité du premier semestre. Le taux de marge brute opérationnelle normalisée s'est élevé à 39,7% au 30 juin 2014 contre 43,1% au 30 juin 2013. Le taux de marge brute opérationnelle publiée est de 38,7% au 30 juin 2014. Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse de 28,1% par rapport au 30 juin 2013 à 133,0 millions d'euros. La baisse du résultat d'exploitation de 51,9 millions d'euros résulte pour 36,5 millions d'euros de la baisse de la marge brute opérationnelle et de l'augmentation des dotations aux amortissements, et pour 15,6 millions d'euros principalement d'éléments exceptionnels dont un complément de provision sur les coûts de restructuration des commerciaux de PagesJaunes de 9,8 millions d'euros. Hors éléments exceptionnels, le résultat d'exploitation s'inscrit en baisse de 19,7%.

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 57,8 millions d'euros qui a baissé de 13,5% entre le 30 juin 2013 et le 30 juin 2014, principalement sous l'effet d'une baisse du coût de la dette. Le taux d'intérêt moyen de la dette a baissé de 84 points de base en passant de 6,91% au 30 juin 2013 à 6,07% au 30 juin 2014, baisse due à un effet plus favorable des instruments de couverture.

Le taux d'impôt effectif ressort à 45,4% au 30 juin 2014, en hausse de 5,3 points par rapport au 30 juin 2013 sous l'effet conjugué de la hausse du taux d'IS en décembre 2013 (passage de 36,1% à 38,0% instauré par la Loi de Finances fin 2013) et de la moindre déductibilité des intérêts financiers.

Le résultat de la période s'élève à 40,9 millions d'euros, en baisse de 42,1% par rapport au 30 juin 2013. Hors éléments exceptionnels, le résultat de la période s'inscrit en baisse de 28,5%.

Changement des contrats de travail de la force de vente

L'année 2014 est marquée par l'extension, à la quasi intégralité de la force de vente, du statut de « spécialiste », entraînant une modification du contrat de travail avec notamment le passage d'un statut VRP à un statut cadre. Cette modification s'accompagne de l'instauration d'une rémunération fixe et du remboursement des frais, avec pour conséquence directe une diminution de la part variable des rémunérations des commerciaux. Pour mémoire, ce statut avait déjà été partiellement mis en place en 2012 sur une population d'environ 230 vendeurs.

Il est rappelé que, selon les règles IFRS, seules les rémunérations variables ayant un caractère incrémental font l'objet d'une activation en « coût d'acquisition des contrats » pour être reconnues en charge en même temps que le chiffre d'affaires à savoir, en une fois au moment de la parution pour les annuaires imprimés et, pour les produits digitaux, de manière étalée à partir de la mise en ligne et sur la durée de parution.

Les comptes 2014, à partir du 2^{ème} trimestre, supporteront de fait un double effet comptable : la reconnaissance en charge du coût commercial relatif au chiffre d'affaires prospecté en 2013 (activé et inscrit au bilan au 31 décembre 2013) ainsi que les rémunérations fixes payées en 2014 pour le

chiffre d'affaires prospecté en 2014.

Les commerciaux ne percevant pas une double rémunération en 2014, il s'agit d'un double effet comptable sans impact sur la trésorerie.

La MBO normalisée a vocation à neutraliser ce double effet lié à l'accélération de la reconnaissance des coûts commerciaux (diminution de la part variable dans la rémunération totale) afin de permettre d'obtenir un agrégat pertinent et comparable, de sorte qu'il traduise la réalité économique de l'activité. L'impact chiffré correspond à une estimation sur la base d'hypothèses prévisionnelles.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires et la marge brute opérationnelle, pour chacun des trois segments du Groupe : Internet, Annuaire imprimés et Autres activités.

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Internet	315,3	316,0	-0,2%
Annuaire imprimés	146,4	173,5	-15,6%
Autres activités	9,1	10,7	-15,0%
Chiffre d'affaires	470,8	500,3	-5,9%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires</i>	<i>67,0%</i>	<i>63,2%</i>	
Internet	116,8	132,7	-12,0%
Annuaire imprimés	63,3	79,8	-20,7%
Autres activités	2,1	3,1	-32,3%
Marge brute opérationnelle	182,2	215,5	-15,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>38,7%</i>	<i>43,1%</i>	

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014 :

Internet	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	315,3	316,0	-0,2%
Marge brute opérationnelle	116,8	132,7	-12,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>37,0%</i>	<i>42,0%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Internet est en baisse de 0,2% au 30 juin 2014 à 315,3 millions d'euros. Les revenus Internet ont été impactés par la réorganisation commerciale et le ralentissement de la croissance du Search.

La marge brute opérationnelle du segment Internet s'élève à 116,8 millions d'euros au 30 juin 2014 (120,0 millions d'euros en normalisé), en baisse de 12,0% par rapport au 30 juin 2013 (en baisse

de 9,6% en normalisé). La marge brute opérationnelle du segment Internet est affectée par la réorganisation commerciale, les investissements dans le pilotage de la transformation digitale et les campagnes de publicité visant à promouvoir les produits Sites et la marque A Vendre A Louer. Il en résulte également une baisse de 5,0 points du taux de marge brute opérationnelle qui passe de 42,0% au 30 juin 2013 à 37,0% au 30 juin 2014. Le taux de marge brute opérationnelle normalisé est en baisse de 3,9 points, passant de 42,0% au 30 juin 2013 à 38,1% au 30 juin 2014

1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014 :

Annuaire imprimés	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	146,4	173,5	-15,6%
Marge brute opérationnelle	63,3	79,8	-20,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>43,2%</i>	<i>46,0%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Annuaire imprimés est en baisse de 15,6% au 30 juin 2014 à 146,4 millions d'euros. La décroissance des annuaires imprimés reste maîtrisée. Il n'y a pas eu d'arrêt de Pages Blanches au premier semestre 2014.

La marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés s'élève à 63,3 millions d'euros au 30 juin 2014 (64,7 millions d'euros en normalisé), en baisse de 20,7% par rapport au 30 juin 2013 (en baisse de 18,9% en normalisé). Le taux de marge brute opérationnelle est en baisse de 2,8 points, à 43,2% au 30 juin 2014 (en baisse modérée de 1,8 points, à 44,2% en normalisé). L'érosion limitée du taux de marge reflète la poursuite d'efforts soutenus pour diminuer les coûts de fabrication, impression et distribution des Annuaires imprimés, qui s'inscrivent en baisse marquée de 25% sur le 1^{er} semestre.

1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014 :

Autres activités	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	9,1	10,7	-15,0%
Marge brute opérationnelle	2,1	3,1	-32,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>23,1%</i>	<i>29,0%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment Autres activités est en baisse de 15,0% au 30 juin 2014 à 9,1 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la forte baisse des revenus liés aux services de renseignements téléphoniques, aussi bien des revenus publicitaires issus des annonceurs que des revenus des appels issus des utilisateurs de ce service.

La marge brute opérationnelle du segment Autres activités s'élève à 2,1 million d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 32,3% par rapport au 30 juin 2013. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 29,0% au 30 juin 2013 à 23,1% au 30 juin 2014. La baisse du taux de marge résulte de la baisse du chiffre d'affaires. Les dépenses publicitaires visant à promouvoir les services de renseignement téléphonique (118 008) ayant été arrêtées en 2012, l'effort d'optimisation de la marge repose désormais essentiellement sur la maîtrise des coûts de production et la poursuite des initiatives visant à économiser les coûts de traitement des appels.

1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Marge brute opérationnelle	182,2	215,5	-15,5%
Participation des salariés	(6,0)	(7,0)	14,3%
Rémunération en actions	(6,0)	(1,3)	-361,5%
Dotations aux amortissements	(23,2)	(20,0)	-16,0%
Autres produits et charges d'exploitation	(14,1)	(2,2)	na
Résultat d'exploitation	133,0	184,9	-28,1%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>28,2%</i>	<i>37,0%</i>	

1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 6,0 millions d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 14,3% par rapport au 30 juin 2013.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 6,0 million d'euros au 30 juin 2014 contre 1,3 million d'euros au 30 juin 2013. Cette charge résulte des plans de stock options et des attributions gratuites d'actions. Cette hausse s'explique notamment par l'attribution en juin 2014 de 45,2 millions d'actions de performance.

1.2.4.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élèvent à 23,2 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 20,0 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 16,0%. Cette hausse reflète la poursuite des investissements réalisés par le Groupe pour soutenir sa transformation numérique, avec en particulier la refonte des outils de vente, l'enrichissement des contenus et fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

1.2.4.3. Autres produits et charges d'exploitation

Les Autres produits et charges d'exploitation incluent notamment le résultat des opérations de cession des actifs non financiers, les pertes de valeur sur écarts d'acquisition et sur immobilisations, les variations de juste valeur des compléments de prix accordés dans le cadre d'acquisitions de titres, les frais d'acquisition des titres de participation ainsi que les coûts de restructurations.

Les pertes de valeur sur écarts d'acquisition se sont élevées à 3,6 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les couts de restructurations nets engendrés par la réorganisation commerciale et marketing de PagesJaunes se sont élevés à 9,8 millions d'euros au 30 juin 2014.

1.2.4.4. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe au 30 juin 2014 ressort à 133,0 millions d'euros, en baisse de 28,1% par rapport au 30 juin 2013. La baisse du résultat d'exploitation de 51,9 millions d'euros résulte pour 36,5 millions d'euros de la baisse de la marge brute opérationnelle et de l'augmentation

des dotations aux amortissements, et pour 15,6 millions d'euros principalement d'éléments exceptionnels dont un complément de provision sur les coûts de restructuration des commerciaux de PagesJaunes de 9,8 millions d'euros. Hors éléments exceptionnels, le résultat d'exploitation s'inscrit en baisse de 19,7%. Le taux de marge d'exploitation du Groupe passe de 37,0% au 30 juin 2013 à 28,2% au 30 juin 2014.

1.2.5. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Résultat d'exploitation	133,0	184,9	-28,1%
Produits financiers	0,6	2,2	-72,7%
Charges financières	(58,4)	(69,0)	15,4%
Résultat financier	(57,8)	(66,8)	13,5%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,2)	(0,1)	-100,0%
Résultat courant avant impôt	75,0	118,0	-36,4%
Impôt sur les sociétés	(34,1)	(47,4)	28,1%
Résultat de la période	40,9	70,6	-42,1%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de Solocal Group	40,9	70,6	-42,1%
- intérêts minoritaires	(0,0)	(0,0)	

1.2.5.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 57,8 millions d'euros au 30 juin 2014 contre de 66,8 millions d'euros au 30 juin 2013. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, d'un montant de 813,8 millions d'euros au 30 juin 2014 (1 368,0 millions d'euros au 30 juin 2013), et à l'emprunt obligataire émis en 2011 pour un montant de 350,0 millions d'euros. Au 30 juin 2014, la ligne de crédit revolving n'était pas tirée.

Au 30 juin 2014, la dette bancaire est couverte par des swaps forward et un collar à hauteur 98,3%.

La charge d'intérêts totale s'élève à 48,3 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 61,4 millions d'euros au 30 juin 2013. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 6,91% au 30 juin 2013 à 6,07% au 30 juin 2014, soit une diminution de 84 points de base due à un effet plus favorable des instruments de couverture.

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 9,5 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 6,0 millions d'euros au 30 juin 2013. En effet, le refinancement de la dette courant juin a engendré l'extinction d'une partie de la dette bancaire et a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés à l'émission de ce financement pour un montant de 3,8 millions d'euros.

Les produits de placement ont représenté 0,3 million d'euros au 30 juin 2014 contre 0,6 million d'euros au 30 juin 2013. La variation de la juste valeur des instruments de couverture (part constatée au compte de résultat) a représenté un produit de 0,3 million d'euros au 30 juin 2014 contre 1,5 million d'euros au 30 juin 2013.

1.2.5.2. Impôt sur les sociétés

Au 30 juin 2014, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 34,1 millions d'euros, en baisse de 28,0% par rapport au 30 juin 2013. Le taux d'imposition effectif est de 45,4% au 30 juin 2014 contre 40,1% au 30 juin 2013. Cette variation du taux d'impôt effectif s'explique par la hausse de 1,9 point du taux d'IS (passage de 36,1% à 38,0% instauré par la Loi de Finances fin 2013) et un impact plus défavorable en 2014 qu'en 2013 de la déductibilité partielle des intérêts financiers qui passe de 85% en 2013 à 75% en 2014. Ces effets sont partiellement compensés par des crédits d'impôts plus importants (CICE notamment) et par l'obtention, en 2014, d'un agrément pour le transfert de déficits fiscaux.

1.2.5.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 40,9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 70,6 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une baisse de 42,1% entre les deux périodes. Hors éléments exceptionnels, le résultat de la période s'inscrit en baisse de 28,5%.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe au 30 juin 2014, au 31 décembre 2013, et au 30 juin 2013 :

Solocal Group	Période close le 30 juin	Exercice clos le 31 décembre	Période close le 30 juin
En millions d'euros	2014	2013	2013
Intérêts courus non échus	0,0	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	54,6	75,5	107,9
Trésorerie brute	54,6	75,6	107,9
Découverts bancaires	(1,9)	(2,5)	(2,0)
Trésorerie nette	52,7	73,1	105,9
Emprunt bancaire	813,9	1 297,5	1 368,2
Emprunt obligataire	350,0	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	-	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(29,3)	(25,4)	(31,6)
Dettes de crédit-bail	1,0	0,0	0,1
Juste valeur des instruments de couverture	16,2	20,2	34,4
Intérêts courus non échus	16,9	6,3	7,0
Compléments de prix	1,4	3,3	5,2
Autres dettes financières	1,4	0,8	1,0
Endettement financier brut	1 171,5	1 652,7	1 734,3
<i>dont courant</i>	<i>18,5</i>	<i>136,4</i>	<i>138,8</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 153,0</i>	<i>1 516,2</i>	<i>1 595,6</i>
Endettement net	1 118,9	1 579,6	1 628,5
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 131,9	1 584,8	1 625,6

La dette nette du Groupe est en baisse de 509,6 millions d'euros par rapport au 30 juin 2013 et en baisse de 460,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Elle s'élève à 1 118,9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 579,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 1 628,5 millions d'euros au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2014, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 813,8 millions d'euros, la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option). Le contrat de cet emprunt a été amendé au cours du 1^{er} semestre 2014 (cf. détails en note 7 des comptes consolidés).
- de la juste valeur des instruments de couverture qui représente une dette de 16,2 millions d'euros au 30 juin 2014. Au 30 juin 2014, la dette bancaire est couverte par des swaps forward à hauteur de 98,3%.
- d'une ligne de crédit revolving d'un montant total de 65,3 millions d'euros. Au 30 juin 2014, elle n'était pas tirée.
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable mi-2018.

- d'une trésorerie nette de 52,7 millions d'euros.

Au 30 juin 2014, la ligne de crédit revolving n'est pas tirée, le montant disponible est de 65,3 millions d'euros. En incluant la trésorerie au 30 juin 2014, les liquidités disponibles s'élèvent ainsi à 118,0 millions d'euros.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 16,2 millions d'euros au 30 juin 2014 contre un passif de 34,4 millions d'euros au 30 juin 2013, et hors frais d'émission d'emprunts, soit 29,3 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 31,6 millions d'euros au 30 juin 2013, la dette nette s'élève à 1 131,9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 625,6 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2014	2013	Variation 2014/2013
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	95,9	116,4	(20,6)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(49,6)	(23,4)	(26,2)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(66,7)	(79,0)	12,4
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	(0,0)	0,0
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(20,4)	14,0	(34,4)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	73,1	91,9	(18,8)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	52,7	105,9	(53,2)

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 52,7 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 105,9 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 95,9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 116,4 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une baisse de 20,6 millions d'euros avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 182,2 millions d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 33,3 millions d'euros par rapport au 30 juin 2013,
- une baisse du besoin en fonds de roulement de 12,9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre une baisse de 25,4 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une moindre ressource de 12,5 millions d'euros entre les deux périodes,
- un décaissement net de 9,5 millions d'euros au titre des frais de restructuration au 30 juin 2014,
- un décaissement net de 37,8 millions d'euros au titre des intérêts financiers au 30 juin 2014 contre 71,4 millions d'euros au 30 juin 2013. Le décaissement du premier semestre 2014 inclut un décalage d'intérêts de 12 millions d'euros qui sera décaissé au troisième trimestre 2014 alors que le premier semestre 2013 incluait un décalage de 10 millions d'euros d'intérêts relatifs à 2012,
- un décaissement de 44,8 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés au 30 juin 2014

contre 48,3 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 49,6 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 26,2 millions d'euros par rapport au décaissement de 23,4 millions d'euros constaté au 30 juin 2013, avec principalement :

- 35,5 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin 2014 contre 21,6 millions d'euros au 30 juin 2013, reflétant en particulier la refonte des outils de vente ainsi que la poursuite des investissements effectués dans le cadre des lancements de nouveaux produits et services à destination des clients et de l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe,
- 8,2 millions d'euros au titre d'acquisition de titres de participation et de compléments de prix nets de la trésorerie acquise au 30 juin 2014 (prise de contrôle à 100% de LeadFormance, Retail Explorer) contre 1,3 million d'euros au 30 juin 2013 (Wozaïk),
- 6,0 millions d'euros au titre de cash collateral versés en garantie de deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement souscrits en mai 2014 (cf. note 12 des comptes consolidés condensés).

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 66,7 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 79,1 million d'euros au 30 juin 2013 soit une baisse de 12,4 millions d'euros avec principalement :

- une diminution de 83,6 millions d'euros liée aux remboursements contractuels de l'emprunt bancaire dont 41,7 millions d'euros au titre de la clause d'excess cash flow,
- l'absence de tirage de la ligne de crédit revolving au 30 juin 2014, contre une diminution de 75,8 millions d'euros correspondant au remboursement du solde des lignes de crédit revolving au 30 juin 2013,
- le décaissement de 3,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, du solde des frais de refinancement engagés fin 2012,
- une diminution de 400,0 millions d'euros liée au remboursement d'une partie de l'emprunt bancaire suite à sa renégociation (cf. détails en note 7 des comptes consolidés condensés), les frais décaissés se sont élevés à 6,2 millions d'euros au 30 juin 2014,
- une augmentation de capital nette des frais de souscription de 422,9 millions d'euros (cf. détails en note 8 des comptes consolidés condensés).

1.4. Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2014

Les principaux risques et incertitudes identifiés par le Groupe concernent :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : la diminution de l'usage des annuaires imprimés combinée à une concurrence croissante sur le marché de la publicité en ligne, une dégradation des conditions économiques, l'incertitude sur le modèle économique de la publicité en ligne ou encore l'appauvrissement du contenu de ses services sont autant de facteurs de risques qui pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.
- Les aspects financiers : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.
- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

2. Comptes consolidés condensés

2.1 - Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)	Notes	Période close le 30 juin 2014	Période close le 30 juin 2013	2ème trimestre 2014	2ème trimestre 2013
Chiffre d'affaires		470 775	500 333	255 076	272 340
Charges externes nettes		(106 508)	(102 872)	(59 767)	(56 935)
Frais de personnel : - Salaires et charges		(182 046)	(181 970)	(99 079)	(95 932)
Marge Brute Opérationnelle		182 222	215 491	96 230	119 473
- Participation des salariés		(6 012)	(7 021)	(3 415)	(4 105)
- Rémunération en actions		(6 023)	(1 289)	(5 747)	(655)
Dotations aux amortissements		(23 185)	(20 031)	(12 903)	(10 113)
Autres produits et charges d'exploitation		(14 051)	(2 226)	(4 700)	(2 228)
Résultat d'exploitation		132 951	184 924	69 465	102 372
Produits financiers		584	2 170	56	1 213
Charges financières		(58 383)	(68 979)	(30 074)	(33 980)
Résultat financier	4	(57 799)	(66 809)	(30 018)	(32 767)
Quote-part de résultat des entreprises associées		(191)	(114)	(224)	21
Impôt sur les sociétés	5	(34 107)	(47 391)	(17 915)	(28 006)
Résultat de la période		40 854	70 610	21 308	41 620
Résultat de la période attribuable aux :					
- Actionnaires de Solocal Group		40 856	70 606	21 306	41 606
- Participation ne donnant pas le contrôle		(2)	4	2	14
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de Solocal Group (en euros)					
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé					
- de base	10	0,14	0,25		
- dilué		0,13	0,24		

2.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2014	Période close le 30 juin 2013	2ème trimestre 2014	2ème trimestre 2013
Report résultat de la période	40 854	70 610	21 308	41 620
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :				
- Montant brut	3 677	18 596	1 891	8 970
- Impôt différé	(1 397)	(6 741)	(718)	(3 237)
- Montant net d'impôt	2 280	11 855	1 173	5 733
Réserves écarts actuariels IFC :				
- Montant brut	6 426	(576)	6 426	(296)
- Impôt différé	(2 212)	208	(2 212)	107
- Montant net d'impôt	4 214	(368)	4 214	(189)
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	2	1	5	(1)
Total autres éléments du résultat global net d'in	6 496	11 488	5 392	5 543
Résultat global total net d'impôt	47 349	82 098	26 699	47 163
Résultat global total attribuable aux :				
- Actionnaires de Solocal Group	47 351	82 094	26 697	47 149
- Participation ne donnant pas le contrôle	(2)	4	2	14

2.3 - Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 juin 2013
Actif				
Ecart d'acquisition nets	11	82 209	78 697	83 874
Autres immobilisations incorporelles nettes	12	97 596	80 773	72 170
Immobilisations corporelles nettes	13	26 249	23 569	24 062
Participations dans les entreprises associées	5	2 087	6 024	6 113
Actifs disponibles à la vente	14	408	515	515
Autres actifs financiers non courants	15	5 032	4 944	1 398
Impôts différés actifs	5	13 679	20 257	22 432
Total des actifs non courants		227 260	214 779	210 564
Stocks nets	17	805	915	2 066
Créances clients nettes	18	333 796	405 843	350 675
Coût d'acquisition de contrats	19	56 949	63 250	64 874
Autres actifs courants	20	33 815	24 727	34 907
Créances d'impôt sur les sociétés	9	19 213	777	896
Charges constatées d'avance		9 971	5 905	12 291
Autres actifs financiers courants		9 730	8 264	7 516
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	54 603	75 569	107 892
Total des actifs courants		518 882	585 250	581 118
Total actif		746 142	800 029	791 681
Passif				
Capital social		232 345	56 197	56 197
Prime d'émission		362 899	98 676	98 676
Réserves		(1 996 232)	(2 100 026)	(2 099 879)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de Solocal Group		40 856	114 772	70 606
Autres éléments du résultat global		(19 897)	(26 391)	(38 974)
Actions propres		(9 218)	(10 004)	(10 110)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Solocal Group	22	(1 389 247)	(1 866 777)	(1 923 484)
Participation ne donnant pas le contrôle		58	60	9
Total capitaux propres		(1 389 189)	(1 866 717)	(1 923 475)
Dettes financières et dérivés non courants	7	1 153 015	1 516 223	1 595 551
Avantages du personnel - non courants	24	78 359	85 051	89 560
Provisions - non courantes	24	8 932	16 259	7 089
Impôts différés passifs	5	-	-	814
Total des passifs non courants		1 240 306	1 617 533	1 693 014
Découverts bancaires et autres emprunts courants	7	3 587	132 652	133 760
Intérêts courus non échus	7	16 876	6 269	7 039
Provisions - courantes	24	22 463	11 698	168
Dettes fournisseurs	23	98 614	84 484	79 904
Avantages du personnel - courants	24	113 235	119 207	114 851
Autres passifs courants	24	87 743	94 608	87 089
Dettes d'impôt sur les sociétés	9	59	2 840	159
Produits constatés d'avance	27	552 448	597 455	599 172
Total des passifs courants		895 026	1 049 213	1 022 142
Total passif		746 142	800 029	791 681

2.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	277 656 043	56 197	98 676	(10 010)	(2 101 169)	(50 461)	-	(2 006 767)	5	(2 006 762)
Résultat global total de la période					70 606			70 606	4	70 610
Autres éléments du résultat global, net de taxe						11 487	1	11 488		11 488
Résultat global total de la période, net de taxe					70 606	11 487	1	82 094	4	82 098
Rémunération en actions					1 289			1 289	-	1 289
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(126 167)			(100)				(100)	-	(100)
Solde au 30 juin 2013	277 529 876	56 197	98 676	(10 110)	(2 029 274)	(38 974)	1	(1 923 484)	9	(1 923 475)
Résultat global total de la période					44 166			44 166	51	44 217
Autres éléments du résultat global, net de taxe						12 250	(0)	12 250		12 250
Résultat global total de la période, net de taxe					44 166	12 250	(0)	56 415	51	56 466
Rémunération en actions					186			186	-	186
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(527 617)			106				106	-	106
Reclassement réserves (écarts actuariels)					(333)	333		-		-
Solde au 31 décembre 2013	277 002 259	56 197	98 676	(10 004)	(1 985 255)	(26 391)	1	(1 866 777)	60	(1 866 717)
Résultat global total de la période					40 856			40 856	(2)	40 854
Autres éléments du résultat global, net de taxe						6 494	2	6 496		6 496
Résultat global total de la période, net de taxe					40 856	6 494	2	47 351	(2)	47 349
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	880 742 416	176 148	264 223		(12 792)			427 579		427 579
Rémunération en actions					1 814			1 814	-	1 814
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	930 591			786				786	-	786
Reclassement réserves (écarts actuariels)					-	-		-		-
Solde au 30 juin 2014	1 158 675 266	232 345	362 899	(9 218)	(1 955 378)	(19 897)	2	(1 389 246)	58	(1 389 188)

2.5 - Etat des flux de trésorerie

Notes	Période close le 30 juin 2014	Période close le 30 juin 2013	2ème trimestre 2014	2ème trimestre 2013
<i>(Montants en milliers d'euros)</i>				
Résultat attribuable aux actionnaires de Solocal Group	40 856	70 606	21 306	41 606
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	11 & 13 21 26 791	20 031	16 509	10 113
Variation des provisions	3 365	3 732	(3 972)	2 882
Rémunération en actions	1 814	1 289	1 538	655
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs	348	116	319	118
Produits et charges d'intérêts	4 50 920	53 810	26 235	28 308
Instruments de couverture	4 6 879	12 999	3 783	4 459
Ecart de change non réalisé	-	-	-	-
Charge d'impôt de l'exercice	5 34 107	47 391	17 915	28 006
Quote-part de résultat des entreprises associées	191	114	224	(21)
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(2)	4	2	14
Diminution (augmentation) des stocks	110	301	(403)	620
Diminution (augmentation) des créances clients	70 869	78 633	65 929	65 458
Diminution (augmentation) des autres créances	(6 294)	(9 554)	6 152	5 246
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	6 754	3 324	7 509	7 139
Augmentation (diminution) des autres dettes	(58 536)	(47 331)	(85 145)	(73 692)
Variation du besoin en fonds de roulement	12 904	25 373	(5 958)	4 771
Dividendes et produits d'intérêts encaissés	313	634	151	342
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets	(37 804)	(71 395)	(25 072)	(60 749)
Impôt sur les sociétés décaissé	(44 829)	(48 262)	(24 742)	(27 288)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	95 852	116 442	28 238	33 216
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 & 13 (35 459)	(21 552)	(18 866)	(12 092)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif	(14 168)	(1 826)	(11 078)	(1 755)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(49 627)	(23 378)	(29 944)	(13 846)
Augmentation (diminution) des emprunts	26 (489 444)	(78 853)	(450 442)	(1 859)
Augmentation de capital nette de frais	8 422 883	-	422 883	-
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres	8 (90)	(197)	(1 009)	(59)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(66 651)	(79 050)	(28 567)	(1 918)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	2	(0)	3	-
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(20 424)	14 013	(30 271)	17 452
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	73 079	91 872	82 926	88 434
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	52 655	105 885	52 655	105 886

2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Solocal Group offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale au travers de l'édition d'annuaires en ligne et imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 3.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe Solocal s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

Solocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de Solocal Group du 29 juillet 2014.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de Solocal Group, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2014, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 disponibles sur le site Internet du Groupe (<http://www.solocalgroup.com/finances>), sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014, sans impact significatif :

- IAS 27 revised: Separate Financial Statements
- IAS 28 revised: Investments in associates and joint ventures
- IFRS 10: Consolidated Financial Statements
- IFRS 11: Joint arrangements
- IFRS 12: Disclosures of Interests in other entities
- Amendment IAS 32: Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendments to IFRS 10,11,12 - Transition guidance
- Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 27: Investment Entities
- Amendments to IAS 36: Recoverable Amount Disclosures for Non Financial Assets
- Amendments to IAS 39: Novation of Derivatives and Continuation of Hedge Accounting
- IFRIC 21: Levies

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2014.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2014 :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39
- IAS 19 Defined Benefit Plans: Employee Contributions
- Improvements to IFRSs 2010-2012 Cycle
- Improvements to IFRSs 2011-2013 Cycle
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation (applicable au 1^{er} janvier 2016)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 30 juin 2014

Le non respect du plan de redressement de Sotravo combiné à une dégradation des conditions économiques ont entraîné une dépréciation de 3,6 millions d'euros de l'écart d'acquisition.

Autres produits et charges d'exploitation

Au 30 juin 2014, les Autres produits et charges d'exploitation incluent notamment les pertes de valeur sur écarts d'acquisition pour 3,6 millions d'euros ainsi que les coûts de restructurations nets

engendrés par la réorganisation commerciale et marketing de PagesJaunes pour 9,8 millions d'euros.

Note 3 - Information sectorielle

Solocal Group propose des contenus digitaux, des solutions publicitaires et des services transactionnels qui favorisent la mise en relation locale entre les professionnels et les consommateurs. Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des medias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, savoir monnayer cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité de nos services, construite année après année, est le socle de la puissance de nos audiences.

Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 5 verticales « marchés » (Commerce, B2B, Habitat, Services, Santé et Public) qui doivent lui permettre d'améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments produit:

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media). Au travers de Yelster Digital, spécialisé dans les activités de metasearch (dont 123people jusqu'en mars 2014, e-reputation et 123pages), le groupe commercialise également ses produits et services dans de nombreux autres pays.

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horyzon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendrealouer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal, et la promotion digitale.

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people (jusqu'en mars 2014), la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, la commande en ligne de plats cuisinés sur Chronorest.fr auprès des restaurants de proximité référencés et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrés dans ce segment.

- Annuaire imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, l'Annuaire).

- Autres activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de Solocal Group : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 juin 2014	Période close le 30 juin 2013	2ème trimestre 2014	2ème trimestre 2013
Chiffre d'affaires	470 775	500 333	255 076	272 340
- Internet	315 281	316 039	161 320	160 654
- Annuaires imprimés	146 365	173 545	89 646	106 676
- Autres activités	9 129	10 749	4 110	5 010
Marge brute opérationnelle	182 222	215 491	96 230	119 473
- Internet	116 835	132 677	56 665	68 576
- Annuaires imprimés	63 301	79 764	38 801	49 730
- Autres activités	2 086	3 050	764	1 167

Note 4 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2014	Période close le 30 juin 2013	2ème trimestre 2014	2ème trimestre 2013
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	160	241	67	98
Résultat de cession d'actifs financiers	153	393	84	244
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	271	1 536	(95)	871
Produits financiers	584	2 170	56	1 213
Intérêts sur dettes financières	(41 401)	(48 442)	(19 859)	(25 700)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(6 879)	(12 999)	(3 783)	(4 459)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(9 521)	(6 021)	(6 527)	(3 011)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers	476	-	476	-
Autres frais & honoraires financiers	(103)	(273)	(83)	(218)
Coût de désactualisation (1)	(955)	(1 244)	(298)	(592)
Charges financières	(58 383)	(68 979)	(30 074)	(33 980)
Résultat financier	(57 799)	(66 809)	(30 018)	(32 767)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite.

Note 5 - Impôt sur les sociétés

5.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2014	Période close le 30 juin 2013	2ème trimestre 2014	2ème trimestre 2013
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	74 961	118 001	39 223	69 626
Quote-part de résultat des entreprises associées	(191)	(114)	(224)	21
Résultat net des activités poursuivies hors Q-P des entreprises associées avant impôt	75 152	118 115	39 447	69 605
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(25 877)	(40 671)	(13 583)	(23 967)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(972)	(242)	(582)	(127)
Rémunération en actions	(625)	(444)	(530)	(226)
Filiales étrangères	184	12	119	10
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compt prix	(1 678)	-	(1 678)	-
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(3 807)	(4 084)	(2 016)	(2 173)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(4 146)	(2 475)	(2 021)	(1 302)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	4 510	1 523	3 258	7
Taxe additionnelle de 10,7% (5% au 30 juin 2013)	(2 680)	(1 929)	(1 484)	(1 136)
Autres produits non taxables et charges non déductibles	983	918	602	907
Impôt effectif	(34 107)	(47 391)	(17 915)	(28 006)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(23 617)</i>	<i>(50 424)</i>	<i>(7 761)</i>	<i>(29 240)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>(10 490)</i>	<i>3 033</i>	<i>(10 154)</i>	<i>1 234</i>
Taux d'imposition effectif	45,4%	40,1%	45,4%	40,2%

5.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 juin 2013
Indemnités de départ en retraite	25 887	26 373	27 483
Participation des salariés	3 553	4 697	4 378
Provisions non déductibles	6 082	8 526	4 573
Instruments de couverture	4 230	5 730	11 563
Reports déficitaires	-	-	847
Autres différences	1 103	1 043	1 043
Sous-total impôts différés actifs	40 855	46 369	49 887
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(28)	(40)	(66)
Frais d'émission d'emprunts	(10 985)	(9 859)	(11 648)
Marque 123people	-	-	(1 132)
Amortissements à caractère fiscal	(16 163)	(16 213)	(15 423)
Sous-total impôts différés passifs	(27 176)	(26 112)	(28 269)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	13 679	20 257	21 618
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>13 679</i>	<i>20 257</i>	<i>22 432</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(814)</i>

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire au 30 juin 2014. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 65,1 millions d'euros.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 20,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 à 13,7 millions d'euros au 30 juin 2014.

Au bilan du 30 juin 2014, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 19,2 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros. Au bilan du 30 juin 2013, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 0,9 million d'euros et une dette d'un montant de 0,2 million d'euros. L'impôt décaissé au 30 juin 2014 est de 44,8 millions d'euros contre 48,3 millions d'euros au 30 juin 2013.

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 juin 2013
Solde en début d'exercice	20 257	25 021	25 021
Variations enregistrées en capitaux propres	(2 733)	(13 543)	(6 436)
Variations enregistrées en résultat	(10 490)	8 779	3 033
Solde en fin d'exercice	13 679	20 257	21 618

Note 6 - Instruments financiers dérivés

Solocal Group utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. Solocal Group a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf.

note 7). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre lors de l'initiation des ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2013 et 30 juin 2014, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Période close le 30 juin 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 juin 2013
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	(14 215)	(17 892)	(32 015)
Collar – couverture de juste valeur	(2 029)	(2 300)	(2 433)
Actif / (Passif)	(16 244)	(20 192)	(34 448)
<i>Dont non courant</i>	<i>(16 244)</i>	<i>(20 192)</i>	<i>(21 489)</i>
<i>Dont courant</i>	-	-	<i>(12 959)</i>

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014, soit une hausse de 3,7 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêts, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 1,4 million d'euros.

La variation du collar (qualifié de couverture de juste valeur) a été constatée en produits financiers (cf. note 4), pour un montant de 0,3 million d'euros. Un impôt différé de 0,1 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 juin 2014	Période close le 31 décembre 2013	Période close le 30 juin 2013
Intérêts courus non échus	22	45	14
Equivalents de trésorerie	41 770	54 940	94 342
Trésorerie	12 811	20 584	13 536
Trésorerie brute	54 603	75 569	107 892
Découverts bancaires	(1 949)	(2 490)	(2 007)
Trésorerie nette	52 654	73 079	105 885
Emprunt bancaire	813 896	1 297 476	1 368 202
Emprunt obligataire	350 000	350 000	350 000
Frais d'émission d'emprunts	(29 287)	(25 417)	(31 610)
Dettes de crédit-bail	1 021	44	75
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 6)	16 244	20 192	34 448
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 419	3 301	5 231
Intérêts courus non échus	16 876	6 269	7 039
Autres dettes financières	1 360	789	958
Endettement financier brut	1 171 529	1 652 654	1 734 343
<i>dont courant</i>	<i>18 514</i>	<i>136 431</i>	<i>138 792</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 153 015</i>	<i>1 516 223</i>	<i>1 595 551</i>
Endettement net	1 118 875	1 579 575	1 628 458

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2014, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 41,8 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en juin 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,50 du 30 juin 2014 jusqu'au 31 mars 2015, à 4,25 au 30 juin et 30 septembre 2015 et à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil au-delà sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio d'un agrégat proche de la MBO consolidée par la charge nette consolidée d'intérêts

doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;

- à compter de l'exercice 2015 et si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Au 30 juin 2014, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en dette courante. Ces ratios s'établissent respectivement à 2,92 et à 3,65.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, rachats de ses actions, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des *covenants* financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de

dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Suite à l'homologation le 9 mai du plan de Sauvegarde Financière Accélérée proposé par le Groupe et suite à la réalisation de l'augmentation de capital, sont entrées en vigueur le 6 juin 2014 les conditions suivantes du contrat de crédit syndiqué :

- conversion de la tranche A3 en tranche A6 pour 296,0 millions d'euros et en tranche A7 pour 602,1 millions d'euros ;
- conversion de la tranche A5 en tranche A6 pour 104,0 millions d'euros et en tranche A7 pour 211,7 millions d'euros ;
- remboursement de la tranche A6 avec les fonds issus de l'augmentation de capital telle que décrite en note 8 ;
- conditions de la nouvelle tranche A7 totalisant 813,8 millions d'euros : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- nouvelles conditions de la ligne de crédit revolving RCF 3 : nominal de 65,3 millions d'euros, amortissable de 4,124% à chaque trimestre à compter du 15 juillet 2014, maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

Au 30 juin 2014, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 : nominal de 813,8 millions d'euros, marge de 400 bps ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 : nominal de 65,3 millions d'euros, non tirée.

Cette opération a engendré des frais estimés à 13,4 millions d'euros et l'extinction d'une partie de la dette bancaire. Cette dernière a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés la renégociation en 2011 et 2012 de ce financement, pour un montant de 3,8 millions d'euros.

En application d'IAS 39, le refinancement du restant de l'emprunt bancaire n'a pas été qualifié d'extinction de dette. En conséquence, les frais non amortis ont été maintenus au bilan.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, Solocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014, des compléments de prix pourraient être versés en 2014 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 30 juin 2014, ils ont été estimés à 1,4 million d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par Solocal Group.

Note 8 - Capitaux propres

Augmentation de capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 avril 2014 a approuvé deux augmentations de capital :

- une augmentation de capital d'un montant de 361,6 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription (« DPS ») des anciens actionnaires, se traduisant par la création de 723 242 416 actions nouvelles ;
- une augmentation de capital réservée de 78,8 millions d'euros avec suppression du DPS au profit de quatre investisseurs institutionnels (Paulson & Co. Inc., Credit Suisse, Praxient, Amber Capital) qui s'étaient engagés à garantir une partie de l'augmentation de capital avec maintien du DPS ; elle s'est traduite par la création de 157 500 000 actions nouvelles.

Ces deux augmentations de capital ont permis de lever un montant brut total de 440,4 millions d'euros correspondant à l'émission de 880 742 416 actions nouvelles.

Les prix de souscription de l'augmentation de capital avec maintien du DPS et de l'augmentation de capital réservée ont été identiques à savoir 0,50 euro par action.

Le règlement-livraison des actions nouvelles et leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris sont intervenus le 6 juin 2014.

Le capital social de Solocal Group est désormais composé de 1 161 727 170 actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune, soit un montant total de 232 345 434 euros (actions auto détenues non déduites).

Les fonds levés ont eu pour objet de procéder au remboursement partiel anticipé au pair de la dette bancaire de la Société pour un montant de 400 millions d'euros (cf. note 7), permettant à la Société d'accélérer son programme de transformation « Digital 2015 » et la croissance de ses activités Internet.

Cette opération a engendré des frais estimés à 19,4 millions d'euros (12,0 millions d'euros après impôt), ils ont été constatés en capitaux propres, nets de l'effet d'impôt.

Ces augmentations de capital ont fait l'objet d'un prospectus qui a reçu de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») le visa n°14-195 en date du 13 mai 2014. Il est composé du document de référence de Solocal Group, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 avril 2014 sous le numéro D.14-0366, d'une note d'opération, et du résumé du prospectus (inclus dans la note d'opération).

Actions auto détenues

Au travers du contrat de liquidité, la Société détenait 1 531 718 de ses propres actions au 30 juin 2014 (1 982 495 au 31 décembre 2013), comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Par ailleurs, Solocal Group a racheté en 2011, 2 000 000 d'actions propres hors contrat de liquidité pour un montant total de 6,0 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En avril 2014, l'acquisition définitive de 479 814 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2011 ont été prélevées sur ce stock. Au 30 juin 2014, Solocal Group détenait 1 520 186 actions propres en direct.

Ainsi, au 30 juin 2014, Solocal Group détenait un total de 3 051 904 de ses propres actions.

Note 9 – Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué de manière significative au cours du premier semestre 2014.

Note 10 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours du premier semestre 2014.

Note 11 – Engagements hors bilan

En mai 2014, Solocal Group a souscrit deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement signés auprès de deux investisseurs distincts, des locaux situés dans les tours d'un ensemble immobilier en cours de réhabilitation dénommé Citylights, situé à Boulogne Billancourt.

Les deux baux en l'état futur d'achèvement ont irrévocablement été signés le 26 mai 2014 pour une durée ferme de 10 ans, Solocal Group ayant renoncé à sa faculté de résiliation triennale jusqu'à l'issue de la durée ferme des deux baux. La prise d'effet de ces deux contrats est reportée à la date d'achèvement des locaux loués prévue pour intervenir le 30 septembre 2015, augmentée d'une période de mise à disposition à titre gratuit des locaux au profit de Solocal Group d'une durée maximum de 6 mois. La date prévisionnelle de prise d'effet des deux baux est dès lors fixée au 1^{er} avril 2016, pour une date d'expiration de chacun des deux baux fixée au 31 mars 2026.

Les locaux pris à bail représentent une surface de 32.600 m², pour un engagement total au titre de ces deux contrats de 115 millions d'euros (hors charges et indexation des loyers).

Deux garanties bancaires autonomes à première demande d'un montant représentant chacune 12 mois de loyer TTC ont, par ailleurs, été émises au profit des bailleurs afin de prémunir ces derniers d'un éventuel défaut de présentation de Solocal Group à la date de prise d'effet du bail. Ces garanties ont été consenties pour une période venant à expiration le 31 octobre 2016 et ont donné lieu au versement d'un cash collatéral de 6 millions d'euros en mai 2014.

Il n'y a pas eu d'autres nouveaux engagements significatifs au cours du premier semestre 2014.

Note 12 – Litiges – évolutions significatives du semestre

Le 21 septembre 2011, la CNIL a prononcé un avertissement public à l'encontre de PagesJaunes pour avoir notamment « crawlé », les données de personnes sur six réseaux sociaux et avoir donné accès à ces données sur l'annuaire PagesBlanches sans en avoir au préalable informé les personnes. PagesJaunes a contesté les moyens retenus par la CNIL devant le Conseil d'Etat, qui dans sa décision du 12 mars 2014, n'a retenu aucun des moyens soulevés et rejeté en conséquence le recours de PagesJaunes sans pour autant prononcer de sanction pécuniaire.

Tous les recours judiciaires sont désormais éteints. PagesJaunes qui avait arrêté le traitement sanctionné devra rester vigilant dans la mise en œuvre de ses futurs traitements en particulier concernant les griefs qui lui ont été reprochés lors de la sanction à savoir absence d'information et de consentement des personnes lors de la collecte de données personnelles.

Note 13 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2014

A la date de rédaction du présent rapport, aucun évènement significatif n'a été constaté postérieurement à l'arrêté du 30 juin 2014.

3. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés du premier semestre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Sèvres, le 29 juillet 2014
Président Directeur Général
Jean-Pierre Remy

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Solocal Group, relatif à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Les comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes,

Ernst & Young Audit

Deloitte & Associés

Denis THIBON

Ariane BUCAILLE